



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

2005  
60  
1945

ITH – SECTION DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL  
www.unesco.org/culture/ich



SEPTEMBRE 2006  
ISSN 1818-8990

NUMÉRO SPÉCIAL : *Langues en danger*

Introduction : Questions linguistiques	p. 1 et 8	Le point sur l'Afrique	p. 6
Les langues en danger et l'UNESCO	p. 2	Activités interdisciplinaires	p. 7
Le point sur la Convention	p. 3	Publications	p. 8
Sur le terrain	p. 4		

◆ Plus de 50% des 6700 langues du monde sont sérieusement en danger et sont susceptibles de disparaître dans 1 à 4 générations.

◆ 96% des langues du monde sont parlées par 4% de la population mondiale.

◆ La moitié des langues du monde sont parlées dans seulement 8 pays : Papouasie Nouvelle-Guinée, Indonésie, Nigéria, Inde, Mexique, Cameroun, Australie et Brésil.

**Le monde est une mosaïque de visions et chaque vision s'incarne dans une langue. Chaque fois qu'une langue meurt, une vision du monde disparaît.**

David Crystal, éminent linguiste

Les données fournies dans ce numéro sont approximatives et sujettes à discussion.

*Bunuba, une langue autochtone de l'Australie, n'a plus que 100 locuteurs qui sont surtout des personnes âgées. Ils essaient de transmettre leur langue ancestrale à l'aide de contes comme cela a été fait dans le passé.*

## Questions linguistiques

Rieks Smeets, Section du patrimoine immatériel

Cette édition spéciale du *Message* est consacrée au Programme des langues en danger de l'UNESCO, l'une des principales activités de la Section du patrimoine immatériel. Outre la promotion des objectifs de la Convention de 2003, ce programme fait partie intégrante de l'initiative intersectorielle pour les langues nouvellement créée par l'UNESCO.

Les langues telles que nous les connaissons se sont probablement développées il y a près de 15000 ans en Afrique de l'Est, et se sont par la suite répandues à travers la planète. Les experts conviennent qu'il y a plusieurs millénaires, le nombre de langues dans le monde était beaucoup plus élevé que l'estimation actuelle, généralement admise, de 6700 langues. Au cours des derniers siècles, le nombre de langues a diminué de manière significative, en raison de l'expansion économique et culturelle de quelques pays dominants allant de paire avec une prépondérance de leurs langues, et de l'émergence de l'État-nation. Au cours des dernières décennies, cette diminution s'est nettement accélérée sous l'effet de la modernisation et de la globalisation progressante.

Pourquoi les langues sont-elles importantes ? En tant que principal moyen de communication de l'humanité, les langues ne transmettent pas simplement des messages ; elles expriment également des émotions, des intentions et des valeurs, consolident les relations sociales et transmettent des expressions et des

pratiques culturelles et sociales. Sous forme parlée ou écrite, ou par les gestes, les langues sont le vecteur de mémoires, de traditions, de connaissances et de compétences. Par conséquent, les langues constituent un facteur déterminant de l'identité des individus et groupes. La préservation de la diversité linguistique des différentes sociétés dans le monde contribue à la diversité culturelle que l'UNESCO considère comme un impératif éthique universel et essentiel au développement durable dans un monde aujourd'hui en pleine globalisation.

Toutes les langues doivent-elles être sauvées ? En tant qu'entités vivantes, les langues sont en perpétuelle évolution. Elles se développent, se divisent, fusionnent et parfois meurent. La disparition d'une langue peut souvent être considérée comme un phénomène naturel. Les langues ont toujours interagi les unes avec les autres et s'influencent réciproquement, comme en témoigne également la prédominance du bi- et du multilinguisme dans de nombreuses régions du globe. En principe, toutes les langues, y compris les langues des signes, sont égales. Certaines possèdent des lexiques plus étendus, d'autres peuvent revendiquer de longues traditions littéraires. Mais chaque langue dispose des ressources nécessaires pour répondre intégralement aux besoins de communication de ses locuteurs, et pour intégrer de nouveaux développements. Il en résulte

(suite en dernière page)



Droite, Kadazandusun est parlé par environ 300 000 personnes à Sabah, Malaisie. Alarmés par un déclin très rapide de leur langue, les locuteurs se sont mobilisés pour établir un Centre de Langue et des cours de langue dans leur communauté.



© Discovery Communications, Inc.



© Discovery Communications, Inc.

Ci-dessus, Les locuteurs de la langue toba sont 15 000 en Argentine. Les Tobas possèdent un vaste éventail de connaissances et pratiques concernant la nature qu'ils transmettent de génération en génération à l'aide de contes et de chants.



### Étude sur la vitalité des langues autochtones

Le *Rapport sur l'inventaire des langues autochtones nationales 2005*, préparé par l'Institut australien des études sur les autochtones et les habitants des îles du détroit de Torres à la demande du gouvernement australien, fournit une analyse de la situation des langues autochtones australiennes fondée sur les neuf critères de vitalité des langues de l'UNESCO (voir schéma). Parmi ses conclusions les plus significatives, le rapport a déterminé que seules 145 des plus de 250 langues autochtones connues de l'Australie continuent réellement à être parlées. En outre, environ 110 d'entre elles ont été classées comme sévèrement ou gravement en danger. Seules 18 langues autochtones sont décrites comme "fortes" selon le critère crucial de la transmission entre générations.

Pour la version intégrale du rapport : [www.dcita.gov.au/indig/maintenance\\_indigenous\\_languages/publications](http://www.dcita.gov.au/indig/maintenance_indigenous_languages/publications)

## Les langues en danger et l'UNESCO

### Un programme destiné à sauvegarder le patrimoine et la diversité linguistiques

Bien que quelques linguistes, tournés vers l'avenir, aient tenté d'alerter le grand public sur la disparition des langues dès les années 70, ce n'est que récemment que ce sujet a sérieusement attiré l'attention internationale. Au début des années 90, des études et des conférences spéciales ont commencé à aborder la question, et des programmes visant à inverser la tendance ont bientôt suivi. L'UNESCO s'est associé à ces efforts en 1993 quand la Section du patrimoine immatériel de l'Organisation a lancé le projet du "Livre rouge des langues en danger de disparition", et le Centre de ressources international pour les langues en danger de disparition à l'université de Tokyo en 1995. L'année suivante, l'UNESCO a publié la première édition de l'*Atlas des langues en péril dans le monde* (voir p. 8 pour les détails).

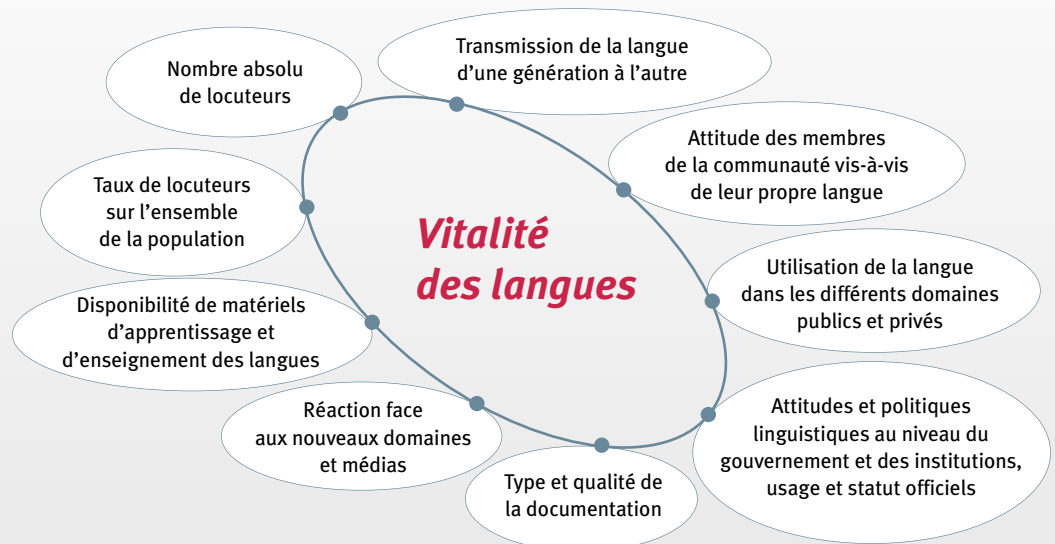
Pour plus d'informations : [www.tooyoo.l.u-tokyo.ac.jp/Redbook](http://www.tooyoo.l.u-tokyo.ac.jp/Redbook)

Dans le cadre de la Section du patrimoine immatériel, le Programme des langues en danger vise à contribuer à la promotion et à la protection de la diversité linguistique à travers le monde :

- ♦ en sensibilisant à la problématique de la disparition des langues à travers les médias et des publications ;
- ♦ en renforçant et promouvant des initiatives locales pour le développement de systèmes d'écriture et la documentation des langues précédemment non-écrites ;
- ♦ en garantissant la participation des communautés de locuteurs dans les activités liées à la sauvegarde ou à la revitalisation de leurs langues ;
- ♦ en identifiant et en diffusant de bonnes pratiques de préservation des langues ;
- ♦ en mobilisant la coopération internationale par des réunions et des réseaux d'experts.

### Une méthodologie d'évaluation de la vitalité des langues

Afin de pouvoir décider des mesures appropriées de sauvegarde, il est nécessaire de définir préalablement ce qu'est une langue en danger et quel est son degré de vitalité. En 2002 et 2003, l'UNESCO a demandé à un groupe international de linguistes de développer un cadre permettant de déterminer la vitalité d'une langue. Ce groupe d'experts ad hoc sur les langues en danger a élaboré un document de référence intitulé « Vitalité et disparition des langues » qui pose les neuf critères suivants :



Aucun critère unique n'est suffisant pour évaluer l'état de la langue d'une communauté. Cependant, pris ensemble, ces neuf critères peuvent déterminer la vitalité d'une langue, sa fonction dans la société et le type de mesures nécessaires à son maintien ou sa revitalisation.

Pour la version intégrale du document : [www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/languagevitality](http://www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/languagevitality)



## Le point sur la Convention

### La Convention de 2003 reconnaît la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel (PCI)

La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, qui est entrée en vigueur le 20 avril 2006, a été conçue pour sauvegarder le patrimoine vivant de l'humanité tout en favorisant la créativité humaine et la diversité culturelle, aussi bien que le bien-être des groupes et des communautés détenteurs des pratiques et des expressions qui constituent ce patrimoine.

Bien que les auteurs de la Convention aient sans aucun doute considéré la langue comme une composante importante du PCI, l'instrument juridique ne prévoit pas la sauvegarde des langues en tant que telles. En effet, selon la définition donnée à l'article 2, la liste non-restrictive des domaines du PCI inclut "les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel". Ainsi, la Convention identifie le rôle essentiel de la langue dans l'expression et la transmission du PCI. En fait, tous les domaines du PCI – de la connaissance de l'univers aux rituels et à l'artisanat – dépendent de la langue pour leur pratique quotidienne et leur transmission entre générations. En outre, les expériences constitutives de l'identité des communautés et des groupes se reflètent dans le lexique de leurs langues. L'un des domaines indiqués dans la Convention – celui des traditions et des expressions orales – dépend de la langue non seulement pour sa transmission et sa constitution, mais également pour son contenu même.

La question des langues comme vecteur du patrimoine culturel immatériel, et en particulier des traditions et des expressions orales, a été discutée de façon approfondie lors d'une réunion d'experts organisée en janvier 2006 afin de préparer dans ses grandes lignes un futur *Manuel de sauvegarde des traditions et des expressions orales*. Ce guide pratique, dont la publication est prévue pour 2007, sera le premier d'une série de manuels spécifiques à un domaine, conçu pour aider les États parties à la Convention et les autres États, les membres des communautés et les O.N.G. à développer et mettre en œuvre des mesures et des activités de sauvegarde dans l'esprit de la Convention de 2003.



Photos ci-dessus, *Les chants Hudhud, chef-d'œuvre proclamé en 2001, sont de nouveau appris par les enfants de la communauté des Ifugao dans des écoles spéciales de Hudhud.*

## Les récits chantés Hudhud des Ifugao

Le Hudhud est une tradition orale vieille de 700 ans récitée et chantée par une communauté du nord-Luzon, les Ifugao, pendant le semis et la récolte du riz et les veillées funèbres. Une récitation complète, qui dure plusieurs jours, est généralement conduite par une femme âgée qui intervient en tant qu'historienne et prédicatrice de la communauté. Actuellement, le Hudhud est en danger de disparition. Seuls quelques-uns des derniers narrateurs connaissent le répertoire en entier et les sources écrites sont rares en raison de la difficulté de transcrire le Hudhud. En 2001, les récits chantés Hudhud ont été proclamés chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité. Un projet lancé par l'UNESCO en 2003, avec l'aide financière du gouvernement japonais, vise à assurer la transmission du Hudhud à de nouvelles générations de praticiens. En plus de l'enseignement dans les écoles spéciales de Hudhud au sein de la communauté Ifugao, la tradition est maintenant intégrée dans les programmes scolaires provinciaux. En outre, des concours de récitation sont organisés afin de promouvoir le Hudhud auprès du grand public. Les activités du projet incluent également la collecte, la documentation et l'enregistrement du Hudhud.

*L'art des maîtres Akyn, conteurs des riches traditions orales du Kirghizstan – chef-d'œuvre proclamé en 2003 – continue à être transmis à de jeunes apprentis. La plus célèbre des épopées kirghizes est la trilogie de Manas, vieille de 1000 ans, qui immortalise les événements qui ont marqué l'histoire kirghize depuis le neuvième siècle.*

# Sur le terrain

## Exemples des projets et des activités coordonnés par la Section du patrimoine immatériel en faveur des langues en danger

### Des langues parlées aux langues écrites

Les locuteurs de bembé et de gbete, deux langues minoritaires de la famille Niger-Congo parlées dans la région de Bertoua au sud-ouest du Cameroun, ne pouvaient se servir de leurs langues que dans des domaines restreints car ces langues n'avaient pas de système d'écriture. Grâce à un projet de documentation développé par le Centre NACALCO de linguistique appliquée de Yaounde, deux jeunes linguistes camerounais, en collaboration étroite avec les locuteurs, ont établi des principes de transcription et ont produit des supports de référence pour ces deux langues (guides d'orthographe, manuels d'enseignement, lexiques, etc.). Ces documents seront utilisés dans les cours d'alphabétisation, pour l'éducation bilingue et aux adultes, ou dans les médias écrits. Les linguistes ont également formé des membres de la communauté comme assistants de langue et futurs enseignants pour les cours d'alphabétisation. Grâce aux nouveaux supports et à la formation, les locuteurs sont à présent en mesure de reprendre le projet et d'organiser l'enseignement des langues dans leur communauté.



*Dans un village du sud-ouest du Cameroun, une femme parlant bembé apprend à lire et écrire sa propre langue. Cela a été rendu possible grâce à une documentation linguistique de base et au développement de matériel pédagogique.*

© IEA, CASS



*Il n'y a plus qu'environ 20 personnes âgées parlant la langue hezhen dans la province de Heilongjiang en Chine. Suite à de longs contacts avec la langue majoritaire, le mandarin, le hezhen parlé aujourd'hui comporte beaucoup de mots mandarins.*

### Soutenir les efforts chinois pour la sauvegarde des langues minoritaires

La Chine compte officiellement 56 groupes ethniques et plus de 120 langues vivantes, s'étendant du mandarin, avec près d'un milliard de locuteurs et environ 100 dialectes, au hezhen avec seulement 20 locuteurs. De 2002 à 2005, le bureau de l'UNESCO à Pékin a soutenu l'Institut d'Ethnologie et d'Anthropologie (IEA) de l'Académie Chinoise des Sciences Sociales (CASS) dans ses recherches sur huit langues minoritaires en danger en Chine : manchu, she, lakkia, tujia, yugur occidental, anong, hezhen et ersu. Pour chaque langue, les experts ont développé la documentation de base (dictionnaires, grammaires, etc.) et des supports pédagogiques pour faciliter l'usage des langues dans l'éducation. Le projet a également permis la création d'archives audiovisuelles destinées aux anthropologues et aux linguistes.

Contact : Bureau UNESCO de Pékin,

Beatrice Kaldun, b.kaldun@unesco.org



Au cours d'une formation animée par des linguistes de l'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée (UPNG) à Honiara, Îles Salomon, des locuteurs de langues minoritaires apprennent à documenter leur propre langue afin de la préparer à un usage plus large.



## Sauvegarder l'immense diversité linguistique du Pacifique

Plus de 2000 langues sont parlées dans la zone du Grand Pacifique, la plupart d'entre elles sont non-écrites. Entre 2000 et 2003, la première phase d'un projet de revitalisation des langues a été réalisée en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon, au Vanuatu et à Fidji afin de documenter des langues non écrites telles que le zia, le sare, le tape, le naman et le nese. Les activités de recherche se sont concentrées sur la documentation de base des langues ainsi que le développement de matériels pédagogiques visant à faciliter une plus large utilisation des langues de ces communautés, en particulier dans l'éducation formelle et informelle. Le projet a reçu l'appui enthousiaste de toutes les communautés de locuteurs qui ont activement pris part au travail de documentation de leurs langues. Grâce aux résultats encourageants du projet, le gouvernement japonais a décidé de financer une deuxième phase, en 2006/2007, intéressant 12 langues de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Salomon et de Vanuatu. Le projet continuera à se concentrer sur le renforcement des capacités : des étudiants locaux et des membres des communautés seront formés dans le domaine de la documentation linguistique pour assurer la durabilité des activités.

## Partenariat entre l'UNESCO – Discovery Communications, Inc. – Programme « L'ONU travaille pour tous »

Attentive à l'extraordinaire pouvoir de la télévision de diffuser des informations à des centaines de millions de personnes dans le monde, la Section du patrimoine immatériel a conclu un partenariat avec le groupe mondial de communication, Discovery Communications, Inc., pour la production de films documentaires sur certaines communautés parlant des langues en danger. En 2003 et 2004, dix-huit courts métrages ont été produits et ont fait l'objet d'une diffusion internationale sur Discovery Channel dans 160 pays. Les films présentent aux téléspectateurs les défis relevés par les personnes parlant des langues en danger en Argentine, au Canada, en Inde, au Japon, en Malaisie, au Mexique, au Royaume-Uni, en Suède, en Australie, en Croatie, au Gabon, au Guatemala, en Lituanie, au Panama et en Afrique du Sud.

Pour en savoir plus :

[www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/discovery](http://www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/discovery)

## Faire revivre le tifinagh, l'ancienne écriture des Touaregs

Environ deux tiers des 1,5 million de Touaregs vivant au Niger utilisent quotidiennement leur langue traditionnelle, le tamajaq. Bien que l'ancienne écriture du tamajaq, le tifinagh, continue à être transmise, l'écriture peu commune est rarement employée de nos jours au Niger. De 2003 à 2006, l'UNESCO a soutenu l'Association pour la Promotion des Tifinagh (APT) à Agadez, au Niger, pour la publication du journal bimensuel *Amanar*, de différents supports pédagogiques et de plusieurs livrets consacrés aux traditions et expressions orales. Tous ces supports de lecture ont été publiés à la fois en tamajaq utilisant le tifinagh et en français. 500 exemplaires de chaque livret ont été distribués dans des bibliothèques et des écoles de village, et les journaux ont été vendus dans les communautés touarègues du nord du Niger. En outre, des cours ont été organisés en 2003 pour enseigner l'ancienne écriture, qui est toujours vue comme un moyen de préserver l'identité touarègue, à environ 2000 Touaregs. Le lancement du journal et la distribution des supports de lecture ont suscité un grand intérêt parmi les groupes de Touaregs au Niger, qui, dans une large mesure, peuvent à présent employer activement le tifinagh.

## Registre UNESCO des bonnes pratiques pour la préservation des langues

Lancée en 2006, cette initiative de l'UNESCO vise à compiler des témoignages d'expériences réussies dans le domaine de la sauvegarde des langues, en fournissant des approches innovatrices, des informations pratiques et des modèles pour les communautés de locuteurs dans le monde entier. Cette base de données, programmée pour être disponible en ligne début 2007, présentera des projets mis en œuvre dans des communautés de différents pays et fera le point sur divers domaines, tels que l'éducation, la revitalisation, la standardisation, le développement de la communauté, la sensibilisation, le renforcement de capacités, la documentation et l'utilisation des nouvelles technologies.

Pour plus d'informations et pour soumettre des projets :

[www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/goodpractices](http://www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/goodpractices)

Ci-dessus et ci-dessous, *Le journal Amanar* est distribué à dos de chameau de village en village et de campement en campement pour atteindre les communautés touarègues du Nord du Niger. Le journal est écrit en tifinagh, l'écriture traditionnelle des Touaregs, et en français.



21 FÉVRIER JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LANGUE MATERNELLE

*On n'habite pas un pays, on habite une langue. Une patrie, c'est cela et rien d'autre.*

E.M. CIORAN

21 FÉVRIER  
Journée internationale  
de la langue maternelle

# Le point sur l'Afrique

## Les langues africaines en danger au cœur des efforts de l'UNESCO

Au cours des trois dernières décennies, de nombreux pays africains ont accompli des efforts considérables pour sauvegarder leurs langues nationales. L'Afrique du Sud, où 11 langues officielles sont employées dans l'administration, dans le système éducatif, dans les médias, etc. offre un exemple encourageant, de même que l'Éthiopie où est actuellement mise en œuvre une politique ambitieuse employant 22 langues éthiopiennes dans l'éducation, en commençant au primaire. Mis à part de tels succès, il est indéniable que de nombreuses langues africaines sont sérieusement menacées, et des efforts concertés sont nécessaires pour développer des politiques linguistiques appropriées et des initiatives de sauvegarde favorisant le multilinguisme et la préservation du plus grand nombre possible de langues africaines. Les principaux obstacles consistent dans le manque de fonds et de volonté politique ainsi que dans la pénurie de documentation sur les langues africaines.

Dans la mesure où l'UNESCO considère l'Afrique comme un domaine prioritaire, l'Organisation a lancé un certain nombre d'initiatives en faveur des langues de ce continent. En 1997, la Conférence intergouvernementale sur les politiques linguistiques en Afrique\*, qui s'est tenue à Harare, a permis de développer des cadres de politiques et de stratégies d'exécution dont la mise en œuvre n'a cependant pas toujours été réalisée.

Toutefois, nous arrivons maintenant à un tournant. Les décisions concernant les langues africaines récemment adoptées par l'Union Africaine (UA) montrent que les décideurs africains ont véritablement pris conscience du rôle essentiel que les langues d'Afrique peuvent jouer dans le développement. En janvier dernier, l'Assemblée annuelle des Chefs d'État de l'UA à Khartoum a proclamé 2006 "Année des langues africaines" et a désigné l'Académie africaine des langues (ACALAN) coordinateur de la politique et de la planification linguistiques sur le continent africain et conseiller spécial des États membres dans ce domaine.

\* Le compte rendu complet de la réunion sera publié par la Section du patrimoine immatériel en septembre 2006. La publication inclut une introduction de Neville Alexander (Afrique du Sud/ACALAN) retraçant les développements depuis 1997.



### Les 4 principales familles de langues en Afrique

Selon l'éminent linguiste américain Joseph Greenberg, les langues africaines, estimées à environ 2000, peuvent être classées en quatre familles principales : Niger-Congo, Afro-asiatique, Nilo-saharien et Khoïsan. Avec plus de 1.400 langues et environ 360 millions de locuteurs en Afrique, la famille de langue Niger-Congo est la plus grande au monde en termes de nombre de langues et la plus grande d'Afrique en termes de nombre de locuteurs. Les langues afro-asiatiques forment la deuxième famille la plus nombreuse d'Afrique (370 langues), suivie des familles Nilo-saharien (presque 200 langues) et Khoïsan (environ 35 langues). La plupart des pays africains accueillent une grande variété de langues, les plus diversifiés linguistiquement étant le Nigéria et le Cameroun, avec respectivement environ 500 et 280 langues. Les langues les plus largement parlées sont, à côté de l'arabe dans le nord, le hausa, le yoruba, l'igbo et l'amharique. Chacune est pratiquée par quelque 20 millions de locuteurs comme première langue. Le swahili, une langue de la famille Niger-Congo, possède environ 4 millions de locuteurs de langue première, mais est utilisée par plus de 40 millions de personnes comme deuxième langue, principalement en Afrique de l'Est.

### Renforcement des capacités pour la préservation des langues africaines

La Section du patrimoine immatériel, avec l'appui de l'ACALAN, a lancé un projet visant à renforcer les capacités institutionnelles nationales et régionales pour la préservation des langues en Afrique. Commandité par le gouvernement norvégien, le projet est conduit en partenariat avec des départements universitaires et des instituts de recherche d'Afrique sub-saharienne spécialisés dans les langues africaines. Une première réunion d'experts, organisée en mars 2006 à Bamako, au Mali, a rassemblé 50 linguistes de 26 pays africains. La réunion a servi de plateforme permettant de partager des expériences en matière de recherche et d'enquêtes sur le terrain, ainsi que d'encourager le renforcement des échanges et de la coopération. Une deuxième réunion, qui se concentrera sur les bonnes pratiques dans la sauvegarde des langues en danger, est programmée dans quelques mois à Addis Abeba, en Éthiopie.

Par ailleurs, 5 initiatives locales de sauvegarde des langues au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Gabon ont été soutenues par l'UNESCO en 2004/2005 (voir exemples pages 4 et 5).

# Activités interdisciplinaires



© Discovery Communications, Inc.

*Les 5000 pygmées Baka du Gabon vivent au nord du pays, à la frontière avec le Cameroun. La langue des Baka fait parti de la famille des langues ubangi contrairement à celles d'autres peuples pygmées parlant des langues bantu.*

## Différents secteurs de l'UNESCO unissent leurs forces en faveur de la promotion de la diversité linguistique

### Le programme intersectoriel de l'UNESCO pour les langues

Considérant le rôle crucial des langues dans tous les domaines de la vie, et le large consensus sur l'urgence de promouvoir le multilinguisme et la diversité linguistique, l'UNESCO élabore actuellement une stratégie intersectorielle intégrant les programmes actuels et futurs liés aux langues. Cette nouvelle approche intégrée implique des programmes et des activités des cinq secteurs de l'Organisation :

#### Principales actions du Secteur de la culture

- ◆ Sauvegarder les langues en danger et promouvoir les langues comme vecteur du patrimoine culturel immatériel (Section du patrimoine immatériel);
- ◆ Promouvoir la littérature et les traductions, et encourager les éditeurs à imprimer et diffuser des travaux dans des langues locales (Section de l'entreprise culturelle et du droit d'auteur);
- ◆ Promouvoir des politiques culturelles (Section du pluralisme et du dialogue interculturel).

#### Principales actions du Secteur de l'éducation

- ◆ Soutenir l'éducation multilingue et l'élaboration de supports et manuels d'apprentissage/de pédagogie dans des langues locales (Section de l'éducation à la paix et aux droits de l'homme);
- ◆ Promouvoir le rôle des langues locales dans le cadre du programme Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir – LIFE (Section de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle).

#### Principales actions du Secteur de la communication et de l'information

- ◆ Soutenir la diversité linguistique dans le cyberspace (Section de l'accès universel et de la préservation);
- ◆ Promouvoir des contenus de médias dans les langues locales et renforcer les capacités des producteurs de contenus (Section du développement de la communication).

#### Principales actions du Secteur des sciences naturelles

- ◆ Soutenir le rôle des langues locales dans la transmission des savoirs locaux et autochtones (Plate-forme pour les régions côtières et petites îles – LINKS).

#### Principales actions du Secteur des sciences sociales et humaines

- ◆ Étudier et renforcer les aspects sociaux du multilinguisme (Section philosophie et sciences humaines ; Section droit de l'homme et développement ; Section lutte contre la discrimination et le racisme).

Contact : Mauro Rosi, Point focal intersectoriel pour les langues, m.rosi@unesco.org

### Diversité biologique et diversité linguistique – un lien essentiel

Des recherches considérables ont été consacrées au lien entre diversité biologique et diversité culturelle. Les systèmes naturels peuvent être mieux compris, préservés et gérés, si l'on tient compte des cultures qui se sont développées tout en s'adaptant à eux, en les utilisant de façon durable, et souvent en les influençant et en les façonnant profondément.

Depuis 2004, la Section du patrimoine immatériel a été impliquée dans des activités intersectorielles visant à sauvegarder biodiversité et diversité culturelle, et en particulier la diversité linguistique. De nombreuses communautés locales possèdent une quantité importante de connaissances sur la flore, la faune et l'écologie locales, et la dynamique de l'écosystème. Ces connaissances traditionnelles sont à la fois exprimées et transmises par leurs langues. En 2004 et 2005, l'UNESCO a orienté ses efforts vers un examen approfondi du lien entre biodiversité et diversité culturelle, à travers une série de projets sur le terrain dans toutes les régions du monde. En outre, en avril 2005, le Secteur des sciences naturelles et celui de la culture ont organisé conjointement une réunion d'experts pour étudier les différentes manières de soutenir la transmission du savoir traditionnel sur la nature.

Depuis septembre 2005, la Section du patrimoine immatériel coopère avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (UNEP) pour développer un indicateur de l'état et des tendances en matière de diversité linguistique et du nombre de locuteurs des langues autochtones. L'indicateur servira à évaluer le progrès dans la sauvegarde des savoirs traditionnels dans le monde entier. Les données sur l'état de la diversité linguistique dans le monde qui seront collectées et validées dans le cadre de ce projet, s'avéreront certainement également utiles pour les activités de l'UNESCO liées à la Convention de 2003 et à la promotion de la diversité culturelle.

**La capacité d'utiliser et de modifier l'environnement, de dialoguer et de nouer des contacts est fortement tributaire de nos facultés linguistiques. Aussi, la marginalisation ou l'intégration, l'exclusion ou l'autonomisation, la pauvreté ou le développement sont-ils, en quelque sorte, largement déterminés par des choix et stratégies linguistiques.**

Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

ÉDITEUR Section du patrimoine immatériel (ITH)  
Secteur de la culture, UNESCO  
1 rue Miollis  
75732 Paris Cedex 15, France  
email: [ich@unesco.org](mailto:ich@unesco.org)  
fax: +33 (0)1 45 68 57 52

RÉDACTEUR EN CHEF Rieks Smeets

ÉQUIPE DE RÉDACTION Sabine Kube, Anahit Minasyan,  
Richard Lo Giudice, César Moreno-Triana,  
Fleur Perrier

MISE EN PAGE Jean-Luc Thierry

IMPRESSION SEP, Nîmes, France

*Le Messager du patrimoine immatériel* est disponible  
en version imprimée et sous format électronique en anglais,  
français et espagnol.

Le contenu peut être téléchargé ([www.unesco.org/culture/ich](http://www.unesco.org/culture/ich))  
et imprimé gratuitement à condition de préciser la source.

Imprimé sur papier recyclé.

Pour en savoir plus sur le Programme des langues en danger :  
[www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages](http://www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages)

Contact: Anahit Minasyan, [a.minasyan@unesco.org](mailto:a.minasyan@unesco.org)  
Sabine Kube, [s.kube@unesco.org](mailto:s.kube@unesco.org)

© Conselho das Aldeias Waiãpi-Apãna



## PUBLICATIONS



L'Atlas des langues en danger dans le monde de l'UNESCO, qui énumère, région par région, quelques 800 langues en danger, a suscité un vif intérêt auprès des spécialistes, des journalistes et du grand public. Depuis la publication de l'Atlas, l'UNESCO a reçu des témoignages réguliers des communautés de locuteurs. Des centaines d'articles de presse lui ont été consacrés dans différentes régions du monde. Après deux éditions papier (1996 et 2001) de l'Atlas, la publication en ligne d'une version adaptée et augmentée a été engagée, en commençant par la carte du continent africain. Une édition papier mise à jour de l'Atlas est prévue pour 2008.

Pour accéder à l'Atlas en ligne :

[www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/atlas](http://www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/atlas)

(suite de la page 1)

qu'aucune langue est mieux adaptée qu'une autre pour fonctionner comme langue dominante. Des systèmes d'écriture peuvent être conçus, des lexiques étendus et des claviers développés pour chaque langue. En fin de compte, sauver des langues est une question de volonté politique, de politiques linguistiques, de planification et de financement.

Toutes les langues ne peuvent être sauvegardées. Les sociétés contemporaines sont de plus en plus liées entre elles. Les frontières et les distances diminuent en raison d'une plus grande mobilité humaine et de l'extraordinaire développement des réseaux de communication mondiaux. Cependant, si rien n'est fait, le monde sera confronté à une perte dramatique et néfaste de la diversité linguistique, ce qui, dans de nombreux cas, aura des conséquences traumatisantes pour les communautés concernées. Les experts les plus pessimistes déclarent que seules quelques centaines de langues dominantes, nationales ou officielles, sont actuellement à l'abri.

Les développements récents au sein et en dehors de l'UNESCO ont conduit à une meilleure compréhension de considérations fondamentales, telles que :

- ♦ l'interaction entre langue, culture et environnement ;
- ♦ le rôle de la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;
- ♦ la langue comme élément fondamental de la créativité et de la diversité ;
- ♦ le rôle crucial du développement de politiques linguistiques appropriées pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU, en particulier l'Éducation pour tous.

Au cours des dix dernières années, la Section du patrimoine immatériel a mis en œuvre une série d'activités conçues pour examiner et présenter la question complexe de la disparition des langues, pour sensibiliser à travers les médias et des publications; pour encourager des projets pilotes et diffuser de bonnes pratiques, en particulier en Afrique; pour sauvegarder les langues comme vecteur du patrimoine culturel immatériel et pour explorer les liens possibles entre biodiversité et diversité linguistique. Ces différentes approches sont illustrées par les activités et les projets mis en œuvre à travers le monde qui sont décrits dans cette édition spéciale du *Messager du patrimoine immatériel*.

Le système des Nations Unies n'a pas encore établi un instrument juridique protégeant spécifiquement les droits linguistiques des groupes ou des peuples. Cependant l'UNESCO, poursuivant son but primordial de protection de la créativité et de la diversité culturelle dans le monde, a contribué à promouvoir la diversité linguistique et le multilinguisme en élaborant et en adoptant plusieurs instruments de référence internationaux décisifs dans le domaine de la culture : la Déclaration de l'UNESCO de 2001 sur la diversité culturelle, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005. Dans le même esprit, plusieurs secteurs de l'UNESCO ont développé des programmes liés aux langues aboutissant à la nouvelle stratégie intersectorielle de l'Organisation concernant les langues, décrite page 7. Pour l'UNESCO, l'éducation bi- ou multilingue est un des moyens les plus efficaces pour promouvoir la diversité linguistique et pour assurer l'égalité des chances à chacun(e) indépendamment de la langue maternelle.

Dans la pratique, des langues en danger sont sauvegardées grâce à des mesures adoptées par les autorités nationales et locales, concevant, finançant et mettant en œuvre des politiques appropriées. Toutes ces mesures de sauvegarde exigent la participation des communautés concernées pour garantir leur réussite et durabilité. Aucune langue ne peut être protégée ou revitalisée sans l'appui inconditionnel de ses locuteurs.

Il serait appréciable que la moitié des 6 700 langues d'aujourd'hui continuent de prospérer en tant qu'outils de communication et de facteurs d'identité d'ici 2200. Grâce au rôle de l'UNESCO dans la sauvegarde de la diversité linguistique, le système des Nations Unies semble à présent mieux préparé pour contribuer à cet objectif essentiel.



Plusieurs pays latino-américains ont une longue expérience en matière de mise en œuvre de politiques linguistiques relatives aux langues autochtones. Afin de faire le point sur ces expériences et de transmettre de bonnes pratiques, le Bureau de l'UNESCO de La Havane avec l'appui d'UNAMAZ, l'Association des Universités Amazoniennes, de la Casa de las Américas et des bureaux de l'UNESCO à Brasilia, Quito et Lima, a préparé six rapports sur les politiques linguistiques en Bolivie, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Pérou et au Vénézuéla, portant une attention particulière sur les langues en danger et les traditions et expressions orales associées. Les rapports ont été publiés dans un livre et un CD intitulés *Lenguas y culturas en Amazonia. ¿Diversidad en peligro?* (Langues et cultures amazoniennes. Diversité en danger?), officiellement lancés lors de la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement, le 21 mai 2006. Le travail analyse les politiques linguistiques actuelles et insiste sur le besoin pressant d'efforts multilatéraux concertés afin de sauvegarder les langues autochtones d'Amazonie.

Contact : Bureau UNESCO de la Havane,  
Frédéric Vacheron, [f.vacheron@unesco.org](mailto:f.vacheron@unesco.org)